

Paris le 8 Mai 1969.

Cher camarade

La majorité des sections étudiantes ont eu un compte rendu de la CNE par les délégués qui étaient à Paris. Cependant, comme de nombreuses sections n'étaient pas représentées, il a semblé souhaitable de faire un résumé général des débats de cette Conférence Nationale.

Le référendum, puis les élections présidentielles ont placé le secrétariat national face à un travail de coordination rendu très difficile du fait de l'accaparement par le Parti du secrétariat. Malgré les aléas matériels de fonctionnement il est nécessaire d'informer périodiquement les camarades étudiants de l'avancement des luttes dans les divers secteurs d'intervention. A cette fin, le SNE a jugé utile de trouver une formule plus souple que l'ancien bulletin intérieur. Quelques feuilles d'intervention et de directives envoyées très fréquemment, ajoutées à l'envoi systématique des documents du PSU permettront de remplir ce rôle de liaison dans la conjoncture politique actuelle.

De plus il va être demandé à l'ensemble des militants un effort accru de diffusion du numéro prochain de lutte Socialiste. Le tirage doublé devra correspondre à un redoublement de vente militante notamment à la sortie de tous les meetings. Ce fut par ailleurs l'esprit général de la CNE. L'évolution rapide de la situation politique générale impose aux ESU de prendre très rapidement l'initiative aussi bien sur le plan des actions propres au Parti que sur le plan du mouvement de masse.

Deux thèmes centraux s'imposaient aux débats de la CNE. Le premier portant sur l'intervention du PSU à l'Université et les batailles à y mener. Le second sur la place et le rôle des étudiants dans le Parti. Reprenant en cela la résolution universitaire du Congrès de Dijon, le principe de base des ESU reste la nécessité de constituer le milieu étudiant en mouvement de masse progressiste pour influencer réellement le rapport de forces entre la bourgeoisie et le mouvement ouvrier. Les victoires des luttes de masse menées cette année ne doivent pas faire oublier les carences et les faiblesses du mouvement étudiant dans son ensemble. Les batailles menées autour des libertés politiques et syndicales, contre l'austérité et la répression ont joué de façon notable en faveur du mouvement de masse. On ne doit pas oublier à cet égard l'importance de la mobilisation du II mars. Néanmoins le chemin est encore long avant l'unification du mouvement dans ses luttes et dans ses structures. La faible présence des militants ne permet de lancer trop souvent que des actions à caractère limité et minoritaire. La distanciation entre la masse des étudiants et les militants ne peut se combler que dans la lutte commune sur des objectifs précis inclus dans des perspectives claires. Cette analyse des impératifs au niveau du mouvement de masse entraîna au cours des débats une série de décisions. Ainsi

l'affirmation d'un mouvement de masse majoritaire à l'Université passe par la nécessité de permettre et de favoriser la naissance d'un courant à l'intérieur du mouvement. L'ouverture ne peut se faire que sur certaines bases qui ont été précisées : le fondement essentiel reste la politique générale définie au congrès U.N.E.F. de Marseille. La permanence du mouvement de masse Unef est réaffirmée face aux tendances liquidatrices et enfin l'axe essentiel des luttes au troisième trimestre est la bataille sur les examens. La signification politique de la lutte sur les examens, a-t-il été précisé, réside dans le fait que l'examen constitue encore la clé de voûte de tous les aspects de classe de l'université en France. En tant qu'instrument d'intégration et de ségrégation sociale, de hiérarchisation et de répression, l'examen permet de juger de la perméabilité de l'idéologie bourgeoise à l'université. Le combat mené dans cette perspective doit déboucher sur la dénonciation de la "réforme participation" d'Edgard Faure et de ses alliés objectifs oeuvrant servilement au sein du conglomerat réformiste "Unef Renouveau" .

La deuxième partie des débats porte sur les ESU et leur Parti. Une déclaration liminaire de Michel Rocard n'apporte que peu d'éléments à la discussion, ne faisant que la situer dans le cadre de la thèse 14 du Congrès. La position des ESU différente de celle du Parti n'est qu'une situation de fait, due notamment aux rapports entre organisation d'avant-garde et mouvement de masse à l'université. Les conditions de la lutte universitaire ont imposé une structuration sur le principe du "centralisme démocratique", c'est à dire exigeant une liaison constante entre les directions de l'organisation politique et celle du mouvement de masse Unef. Le désaccord principal qui sembla surgir des discussions porte sur la nature du contrôle que l'ensemble du Parti doit exercer sur l'intervention des ESU sur le champ universitaire. Une fraction de camarades estimant qu'il existe des contradictions réelles entre les intérêts et les conditions de lutte de leur organisation de masse et celles de l'ensemble du Parti, et en raison d'autre part des rapports de forces différents dans la lutte de classe à l'université de ceux existants dans le reste du pays, défendaient une autonomie relative des ESU par rapport au Parti. La conception de la direction des étudiants du PSU différait donc en fonction de la marge de manoeuvre tactique que chacun lui assignait par référence aux orientations générales de l'intervention du Parti sur le champ politique global. Simple coordination nationale appendice du Bureau National, ou de délégation, ou direction politique exécutive sous contrôle de la seule D.P.N. seule habilitée à trancher en cas de conflit ? Le problème pour délicat qu'il soit doit avant tout tenir compte d'un certain nombre de réalités qui ne sont pas autant d'appréciations subjectives d'une situation mais le résultat objectif d'une pratique d'intervention militante. Les ESU ne constituent pas une structure de masse parallèle au Parti ou une structure autonome à l'in-

rieur du Parti. Leur intervention se fait à la fois à travers le mouvement de masse et l'organisation d'avant-garde. Leur regroupement à l'intérieur d'une structure verticale ne peut être qu'une structuration d'application dans la mesure où l'intervention tactique des étudiants du PSU ne peut être indépendante des choix faits par le Parti dans le champ global de la lutte de classe. S'il est vrai que les conditions de luttes à l'université diffèrent parfois par leurs aspects particuliers il n'en reste pas moins vrai que les adversaires auxquels les étudiants sont confrontés sont fondamentalement les mêmes. Dès lors les ESU ne sauraient constituer un secteur autonome. L'ensemble du Parti doit au contraire créer les conditions d'ajustement incessant entre tous les secteurs d'intervention du Parti. La participation maximale des étudiants à l'ensemble de la vie du Parti constitue l'affirmation essentielle en la matière. Cette liaison doit exister à tous les niveaux entre sections ou groupes à la base (aspect fondamental du jumelage avec groupes d'entreprises et participation active à la vie des sections locales) et au niveau national où la direction du Parti doit travailler en permanence avec les représentants élus des étudiants. La résolution finale retrace l'essentiel de ces conceptions en se déterminant plus explicitement sur les choix prioritaires à réaliser au niveau de l'action. Les mandats de la CNE pour la nouvelle direction politique qui doit recréer les conditions d'un débat politique posé en termes clairs, portent l'accent sur l'information qui doit retrouver sa place à l'intérieur des ESU. La presse avec la réaffirmation de la nécessité du support militant qu'est Lutttes Socialistes est conçue principalement comme instrument d'organisation et d'agitation à l'université, mettant à jour la nature réelle et les contradictions du système capitaliste. La formation reste également prioritaire en milieu étudiant. Si elle est nécessaire dans ce secteur, elle ne saurait être envisagée sans l'ensemble du Parti, afin de favoriser l'expansion de ce secteur trop faible à l'heure actuelle. Cependant une brochure formation est en cours d'établissement et l'organisation d'un stage national pendant l'été est déjà lancée. Chaque section devrait nous faire connaître ses désirs en la matière et continuer à faire parvenir au SNE des résumés fréquents des luttes menées.

Dans la bataille engagée par le parti, les étudiants doivent se situer au premier rang et créer partout des débats avec les autres camarades du mouvement issu de Mai. L'adoption de la plate-forme de lutte liée au renforcement de l'homogénéisation des ESU (au moment de la mise en place des nouvelles structures de l'Unef) apparaissent comme étant les éléments déterminants de cette CNE et de l'action menée depuis par la direction nationale.

Robert DESTOT secrétaire national.